

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 489

Artikel: Nucléaire : la plongée dans les chiffres rouges
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016380>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

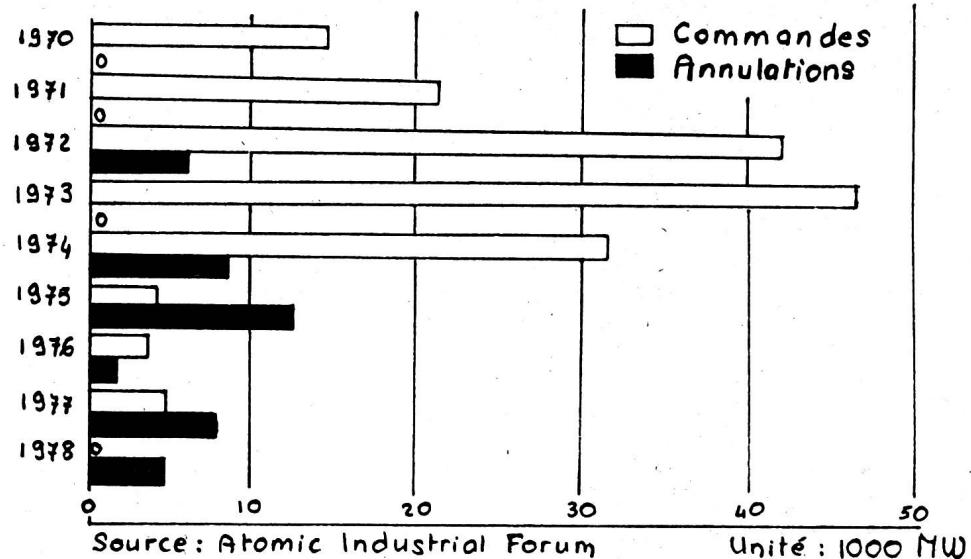
Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Nucléaire : la plongée dans les chiffres rouges



L'industrie nucléaire américaine est acculée à trouver dans les meilleurs délais de nouveaux champs d'expansion commerciale : les Etats-Unis eux-mêmes n'offrent plus assez de débouchés pour justifier le maintien d'une production de centrales atomiques. Il est donc à prévoir que la pression sur l'Ouest européen va s'intensifier, en même temps que les pays en voie d'industrialisation se verront proposer des programmes intensifs de "nucléarisation" de leurs sources d'énergie.

En fait, le tassement de la vague atomique outre-Atlantique était connu depuis des mois, mais il n'avait jamais été cerné avec autant de précision que dans l'étude publiée à la fin de l'année dernière par "Business Week" (reprise, dans sa livraison de février, par le "mensuel écologique romand" "Vivre demain" – adresse utile : 439, 1211 Genève 1).

Quelques points de repères fixés par les journalistes américains, et tout d'abord les chiffres qui résument le mieux la situation : aux Etats-Unis, 41 commandes de réacteurs nucléaires en 1973, 0 (zéro) en 1978...

Plus de détails ? Vingt-quatre commandes de réacteurs ont été repoussées indéfiniment ou annulées depuis 1974 ; et dans le même temps, seules onze commandes fermes ont pu être enregistrées, dont l'exécution a souvent été retardée, jusqu'à six ans dans certains cas. De redoutables perspectives donc pour les géants américains du nucléaire, puisque les experts officiels admettent maintenant que, de 1980 à 1992, ce seront quatre réacteurs au maximum par an dont on passera commande, alors que quatre à six de ces installations seraient indispensables pour maintenir l'industrie actuelle à flot. Les causes de ce "renversement des tendances", selon "Business Week" :

— L'élimination des déchets n'est pas assurée (dans trois états, Californie, Iowa et Wisconsin, , l'élimination des déchets est une condition "sine qua non" pour l'octroi de l'autorisation de construire). D'où, pendant que le gouvernement élaboré péniblement sa politique à cet égard, une accumulation de déchets radioactifs et de combustibles irradiés dans les centrales. D'où des coûts d'exploitation plus lourds que pré-

vu ; et en définitive une comparaison défavorable avec les charges découlant de l'usage d'autres sources d'énergie.

— De plus en plus nombreux sont les Etats qui n'autorisent plus les compagnies d'électricité à augmenter le prix du kwh pour payer la construction en cours des centrales. Dans cette perspective, les bilans chiffrés sur l'état de santé réel des grands constructeurs d'installations atomiques font défaut : ni General Electric, ni Westinghouse, qui se partagent à eux deux les trois quarts du marché intérieur américain ne publient des comptes séparés pour leurs divisions nucléaires. Une estimation d'un professeur de l'Université de Chicago qui donnera une idée de la dimension du problème : General Electric aurait subi des pertes de près de 600 millions de dollars sur la vente de treize premiers réacteurs : Westinghouse aurait elle perdu entre 500 millions et deux milliards de dollars, suivant le résultat des poursuites judiciaires engagées au chapitre des ventes d'uranium. En l'absence de données irréfutables, on est enclin à écouter les voix "autorisées" qui soulignent que l'engouement pour le nucléaire a suscité chez les industriels concernés des prises de risques impensables dans d'autres secteurs. Et cette espèce de flou financier règne d'un bout à l'autre de la chaîne atomique.

— Tandis que le marché "extérieur" se rétrécit, le temps nécessaire pour obtenir les autorisations de construire a passé de huit à douze ans, augmentant le coût de la centrale.

— La demande en électricité n'augmente pas comme prévu et paraît même se stabiliser. Et là également les prévisions dessinent un avenir sombre pour le nucléaire englué dans une hypothétique croissance des besoins : certains spécialistes vont jusqu'à admettre que même si la consommation d'électricité augmentait à 5% au lieu des 3,5 prévus, des restrictions ne sont pas à craindre...